

Arrêté préfectoral du 13 JUIN 2024
modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 portant
modification du parc éolien exploité par la société ARFONS ENERGIES
implanté aux lieux-dits « Plô du Millet » et « Plô de las Ginestes »
sur le territoire de la commune d'ARFONS

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** la directive 200/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;
- Vu** l'article R.181-3 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté du préfet de la région Occitanie en date du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022/2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la demande de modifications du parc éolien exploité par la société ARFONS ENERGIES implanté sur le territoire de la commune d'ARFONS aux lieux-dits « Plô de las Ginestes » et « Plô du Millet » présentée par la société VALOREM, dans son porter à connaissance en date du 25 août 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 portant modification du parc éolien exploité par la société ARFONS ENERGIES implanté sur le territoire de la commune d'ARFONS aux lieux-dits « Plô du Millet » et « Plô de las Ginestes » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 portant modification du parc éolien exploité par la société SOR ENERGIES implanté sur le territoire de la commune d'ARFONS au lieu-dit « Plô du Millet » ;
- Vu** le dossier de déclaration installations, ouvrages, travaux et activités déposé le 4 mars 2024 par VALOREM pour ses filiales ARFONS ENERGIES et SOR ENERGIES ;
- Vu** l'avis de la direction départementale des territoires du Tarn en date du 20 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'objet de la déclaration installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) susvisée est connexe aux parcs éoliens exploités par les sociétés ARFONS ENERGIES et SOR ENERGIES ;

CONSIDÉRANT qu'il en résulte que cette déclaration fait partie de la demande de modifications susvisée ;

CONSIDÉRANT que les rejets issus des surfaces imperméabilisées du site éolien sont susceptibles de provoquer des désordres sur le milieu récepteur et qu'il convient dès lors d'encadrer l'exploitation de ce IOTA ;

- ARRÊTE -

Article 1. Modifications de l'arrêté préfectoral complémentaire

Dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 portant modification du parc éolien exploité par la société ARFONS ENERGIES implanté sur le territoire de la commune d'ARFONS aux lieux-dits « Plô du Millet » et « Plô de las Ginestes » il est inséré, après le titre II, un titre II-bis ainsi rédigé :

« Titre II-bis – Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3

« Article II-bis.1 – Installations concernées

Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Superficie totale des bassins versants interceptés par le projet* : 13 hectares	D

** Projet dans sa globalité incluant également la modification du parc éolien exploité par la société SOR ENERGIES implanté sur le territoire de la commune d'ARFONS au lieu-dit « Plô du Millet »*

D : installation soumise à déclaration

« Article II-bis.2 – Prescriptions générales

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales de l'aménagement sont implantés et réalisés conformément aux plans et données joints à la demande de modification et à la déclaration déposées par le demandeur.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales ne rejoignent pas les fils d'eau en aval des voies d'accès. Ils fonctionnent par infiltration jusqu'à une période de retour de 10 ans. Les pluies supérieures s'évacuent par surverse.

Description des ouvrages

La gestion des eaux pluviales s'effectue par l'intermédiaire de fossés et ce dès le début des terrassements. Ils sont dimensionnés, implantés et réalisés conformément aux plans et données joints à la demande de modification et à la déclaration déposées par le demandeur.

Les bassins versants liés aux éoliennes disposent d'un fossé d'un volume de :

- Pour le bassin versant n°1 le volume à gérer est de 236 m³
- Pour le bassin versant n°3 le volume à gérer est de 107,5 m³
- Pour le bassin versant n°4 le volume à gérer est de 457,5 m³
- Pour le bassin versant n°5 le volume à gérer est de 411 m³.

Les fossés ont une section de 1,00 m pour le radier, 1,50 m pour la largeur miroir et une hauteur de 1,00 m et sont enherbés. La pente du fond de ces ouvrages est nulle.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement substantiel ou notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément l'article R 181-46 du code de l'environnement.

Surveillance, entretien et gestion en phase d'exploitation

Le pétitionnaire ou le gestionnaire désigné, assure en permanence le bon fonctionnement du système de gestion des eaux pluviales.

Les aménagements projetés font l'objet d'un suivi particulier notamment un entretien permettant de garantir la pérennité du réseau d'assainissement pluvial et des ouvrages de gestion des eaux pluviales. »

Article 2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 3. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie d'ARFONS et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie d'ARFONS pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'ARFONS fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture du Tarn, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4. Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées et le maire de la commune d'ARFONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn et dont une copie sera notifiée la société ARFONS ENERGIES, dont le siège social est Le Castelet – 31280 DREMIL-LAFAGE.

Fait à Castres, le 13 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO